CCIM : La reconduction de Mandiou Simpara, un pari risqué pour le commerce et l'industrie maliens

MALI
1895
L'information est l'oxygène des temps modernes
LUNDI 09 MARS 2026
Malikilé
www.malikile.com
QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Kadidia Fofana tire à bout portant sur le Général Ismaël Wagué

De graves révélations qui fragilisent l'image de la transition



Diplomatie : Le Mali s'ouvre-t-il de nouveau au monde ?



Remise d'équipements aux centres de formation professionnelle : Pour la bagatelle de 2 milliards



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

COMMUNIQUÉ

Dans le cadre du **Dialogue Social**, le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), M. Idrissa Bakary DIARRA, informe le personnel que ses portes sont grandement ouvertes. Il est pleinement disponible pour recueillir toutes les préoccupations, dans le **strict respect des textes réglementaires en vigueur.**

Depuis son investiture, M. DIARRA s'est solennellement engagé à recevoir les responsables des différentes structures de l'INPS, ainsi que les représentants syndicaux, afin de favoriser un échange constructif et transparent. Pour preuve, les représentants des admis au test de recrutement interne des contrôleurs Employeurs, des gestionnaires de comptes employeurs et des enquêteurs ont été reçus en audience le mercredi 11 février 2026.

La réflexion est en cours aux fins d'identifier les réponses appropriées à envisager relativement aux points soulevés.

Il a toutefois été surpris par la publication d'une pétition en ligne émanant d'une partie du personnel, réclamant un avantage conformément aux dispositions légales et réglementaires.

M. le Directeur Général **réaffirme** son attachement au Dialogue Social, à l'application rigoureuse des textes, ainsi qu'à la **justice** et à l'**équité** entre tous les travailleurs de l'INPS.

Il invite le personnel à privilégier les **canaux officiels** de communication pour exprimer leurs préoccupations, garantissant ainsi des solutions adaptées et conformes au droit.

Fait à Bamako, le 16 février 2026

Le Directeur Général

Idrissa Bakary DIARRA
Officier de l'Ordre National

©SRP-INPS

Sommaire <<







Une / Kadidia Fofana tire à bout portant sur le Général Ismaël Wagué : De graves révélations qui fragilisent l'image de la transition **P. 4**

Brèves /
Unité nationale : Le HCIM mobilise les leaders religieux autour d'un pacte de stabilité **P. 9**
Assimi Goïta reçoit le gouverneur de la BCEAO : Une croissance de plus de 6 % malgré les défis **P. 9**
Réforme du système éducatif : Le Mali ouvre un nouveau chantier national **P. 10**
Solidarité diplomatique entre la Russie et l'Iran : Igor Gromyko signe le livre de condoléances à Téhéran **P. 10**

Actualité /
Remise d'équipements aux centres de formation professionnelle : Pour la bagatelle de 2 milliards de francs CFA **P. 13**
23ème CA du laboratoire national des eaux : Des résultats probants enregistrés en 2025 ! **P. 15**

Politique /
Diplomatie : Le Mali s'ouvre-t-il de nouveau au monde ? **P. 18**
CCIM : La reconduction de Mandiou Simpara, un pari risqué pour le commerce et l'industrie maliens **P. 20**

Culture & société / Année de la culture 2026 : Le ministre Mamou Daffé mobilise le monde culturel **P. 23**

International /
Coopération sino-africaine : L'heure de la modernisation stratégique à l'aube du 15e plan quinquennal **P. 25**
La transcription de l'émission/interview à la radio Sputnik Afrique : « Les sanctions européennes ont permis de restructurer l'économie russe » **P. 26**

Sport / Football marocain : Mohamed Ouahbi prend les rênes des Lions de l'Atlas **P. 30**

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :** .....
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Kelta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspond à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Kadidia Fofana tire à bout portant sur le Général Ismaël Wagué

De graves révélations qui fragilisent l'image de la transition

La polémique enfle autour du ministère chargé de la Réconciliation nationale. L'ancienne chargée de communication du département, Kadidia Fofana, est sortie de son silence pour livrer des révélations troublantes sur la gestion du ministère dirigé par le Général Ismaël Wagué. Des accusations graves qui risquent d'ébranler davantage l'image d'une transition déjà secouée par plusieurs controverses.

Depuis son départ du ministère, Kadidia Fofana n'avait jamais publiquement expliqué les raisons de sa démission. Son silence avait alimenté de nombreuses spéculations. Mais récemment, l'affaire a resurgi sur les réseaux sociaux, poussant l'ancienne responsable de communication à s'exprimer longuement lors d'une émission sur le plateau de Salif.

Face aux caméras, elle a livré une série d'accusations particulièrement sensibles visant la gestion interne du ministère. Selon

ses déclarations, une affaire de corruption aurait éclaté au sein du département. Cette situation aurait impliqué plusieurs responsables militaires de haut rang. Toujours selon Kadidia Fofana, certains officiers supérieurs auraient été contraints de rembourser des sommes d'argent perçues de manière indue après que l'affaire ait mal tourné.

L'ancienne communicante ne s'est pas arrêtée là. Elle a affirmé être prête à citer publiquement les noms des officiers concernés si cela devenait nécessaire. Une déclaration qui a immédiatement provoqué une onde de choc dans l'opinion publique et relancé les interrogations sur la gouvernance de certains ministères stratégiques de la transition.

Kadidia Fofana est également revenue sur un autre épisode resté entouré de zones d'ombre : l'arrestation de Marcelin Guenguéré dans son bureau même au ministère par des agents de la Sécurité d'État du Mali. Elle affirme avoir été témoin direct des circonstances de cette interpellation, qui s'est déroulée dans un climat particulièrement tendu au sein du département.



Ces révélations soulèvent une question centrale : quelles seront les conséquences sur l'image du Général Ismaël Wagué ? Déjà critiquée pour certaines décisions politiques et sécuritaires, aussi e surtout sur certaines de ses pratiques au département, la transition malienne voit s'ajouter un nouveau dossier susceptible d'alimenter la défiance d'une partie de l'opinion publique.

Au-delà de la personne du ministre, cette affaire met en lumière une problématique plus large : la gestion de l'État durant la transition. Les autorités militaires étaient arrivées au pouvoir avec la promesse de moraliser la vie publique et de rompre avec les pratiques de corruption dénoncées sous les régimes précédents. Or, les accusations portées aujourd'hui par une ancienne responsable interne donnent l'impression que certaines pratiques pourraient perdurer au sommet de l'appareil d'État.

Pour de nombreux observateurs, ces révélations doivent désormais être clarifiées par des enquêtes sérieuses et indépendantes. Dans un contexte national marqué par la crise sécuritaire, la fragilité économique et les tensions politiques, la crédibilité des institutions reste un enjeu majeur.

Si les faits évoqués par Kadidia Fofana s'avéraient fondés, les responsabilités devraient être clairement situées. Dans tout État qui se veut exemplaire, les scandales impliquant des responsables publics ne peuvent rester sans suite. L'exigence de transparence et de reddition des comptes constitue une condition essentielle pour restaurer la confiance entre les gouvernants et les citoyens.

Car au-delà des accusations et des polémiques, une réalité s'impose : dans une période de transition censée refonder l'État, l'impunité ne peut plus être une option. Lorsque des soupçons graves pèsent sur la gestion publique, l'opinion attend des réponses claires. Et, si nécessaire, que des têtes tombent.

Moctar Sow

Diasporanews.net

Le président de la République Bassirou Diomaye Faye a réaffirmé sa fidélité à la coalition Diomaye Président lors de la clôture de son Assemblée générale. Dans un contexte de tensions politiques, le chef de l'État a assuré qu'il ne trahirait jamais cette alliance, tout en appelant à l'unité et au respect face aux critiques.

Le président Bassirou Diomaye Faye a assisté à la cérémonie de clôture de l'Assemblée générale de la coalition Diomaye Président, confirmant l'importance de ce rendez-vous politique pour ses alliés.

Face aux militants et sympathisants, le chef de l'État a réaffirmé son appartenance au PASTEF tout en rappelant son adhésion à la coalition Diomaye Président, dont il est le président d'honneur. Pour « la vérité de l'histoire », il a souligné que Pastef avait été dissous au moment de l'élection présidentielle et que c'est grâce aux partis membres de la coalition qu'il avait pu déposer le récépissé de sa candidature. « Nous avons conquis le pouvoir avec vous et nous l'exercerons avec vous. 'Lolou moy ngor' », a-t-il martelé.

Le président a par ailleurs appelé la coalition à poursuivre son soutien à l'action gouvernementale et à éviter les querelles politiques. Il a toutefois déploré certains propos virulents tenus sur les réseaux sociaux contre des membres de la coalition, estimant que les désaccords politiques doivent s'exprimer dans le respect. Il a ainsi demandé aux responsables de la coalition de ne pas répondre aux attaques et de continuer le travail.

« Cette coalition, je ne la trahirai jamais », a-t-il conclu sous les applaudissements des participants. Un discours qui intervient dans un contexte marqué par une divergence politique avec le leader de Pastef Ousmane Sonko sur la conduite de la coalition Diomaye Président.



CNPM

Le mercredi 4 mars 2026, le Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) a reçu Mme Ndeye Coumba DIOP, Directrice du Bureau de l'Organisation internationale du Travail (OIT) pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Togo. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre des préparatifs de la mission du Directeur général de l'OIT dans les pays de l'Alliance des États du Sahel (AES), prévue du 5 au 15 avril prochain. Pour le Mali, la visite est programmée du 5 au 8 avril.

Cette mission vise notamment à rencontrer les mandants tripartites, à témoigner de la solidarité de l'institution dans un contexte particulier pour les pays concernés et à renforcer le dialogue social. La visite de Mme DIOP avait ainsi pour objectif de présenter l'agenda de la mission du Directeur général et de recueillir les contributions du CNPM sur les enjeux prioritaires à mettre en avant, afin de mieux préparer cette importante échéance

Dans son intervention, Mme Valérie BEILVERT, 2ème Vice-Présidente chargée des relations extérieures, a remercié Mme DIOP pour sa visite et présenté brièvement le CNPM. Elle a salué la qualité du partenariat avec le Bureau international du Travail (BIT), notamment l'appui à l'élaboration du Plan stratégique 2022-2027 ainsi que les actions conjointes en matière de renforcement des capacités, de lutte contre le travail des enfants (projet ACCEL Africa), de promotion du dialogue social et de transition de l'économie informelle vers le formel. Elle a insisté sur la nécessité de soutenir le secteur privé face aux défis actuels.

Le Président du CNPM, M. Mossadeck BALLY, s'est dit honoré de cette visite et a assuré que l'Organisation préparera avec diligence la venue du Directeur général, qu'il considère comme une opportunité de renforcer le dialogue et la coopération. Il a enfin remercié l'OIT pour la qualité du partenariat et la confiance accordée au patronat malien.



Forum International des Anciens de l'AEEM

Samedi 07 Mars 2026:

Quelques images du Point de presse

Lancement officiel des activités préparatoires du FORUM International des Anciens l'AEEM (FIA-AEEM) dont la 2ème édition est prévue pour le mois d'avril prochain.



Makou Sy

Je tiens à adresser mes sincères remerciements au Président de la Fédération Ivoirienne de Taekwondo pour l'accueil chaleureux qui m a été réservé, ainsi que pour son humilité et son sens élevé de responsabilité dans la promotion et le développement de notre discipline.
Je voudrais également saluer et féliciter la brave et battante Présidente de la Commission Féminine pour cette belle initiative, portée par une vision forte et un engagement remarquable, visant à faire de la pratique du Taekwondo une véritable plus-value pour les femmes.
Ce fut pour moi un honneur de prendre part au panel autour du thème « Du tatami au leadership », un sujet qui résonne profondément avec mon parcours. À travers mon expérience d'athlète et aujourd'hui de dirigeante, j'ai eu l'opportunité de partager combien les valeurs du Taekwondo discipline, persévérance, respect et résilience constituent un véritable socle pour former des leaders et inspirer les jeunes, en particulier les femmes.
Je remercie encore les organisateurs pour cette invitation et pour ce cadre d'échanges enrichissant qui contribue à renforcer la place des femmes dans le Taekwondo et dans le leadership sportif en Afrique.



Société Malienne de Gestion de l'eau Potable

Solidarité Ramadan : La SOMAGEP-SA honore ses retraités!
La Direction Générale de la SOMAGEP-SA a procédé, ce mercredi 4 mars 2026, à une remise de dons au profit des retraités de l'EDM-SA, de la SOMAGEP-SA et de la SOMAPEP-SA.
Ce geste composé de riz, de sucre et de dattes vise à accompagner nos anciens collaborateurs dans un esprit de partage et de fraternité.
Lors de son allocution, la Directrice Générale, Mme BOCOUM Fatoumata Siragata TRAORÉ, a rendu un vibrant hommage à ces bâtisseurs : « Cette initiative est le témoignage de notre reconnaissance pour leur contribution inestimable au développement du secteur de l'eau et de l'électricité. Elle s'inscrit au cœur de notre responsabilité sociale d'entreprise (RSE) »
Ensemble, cultivons la solidarité!



MALI TV

MF Média 1 · 12 h ·
MFINFOS
Guinée direct Kagbelin :Dans le quartier Keitaya sur la route le prince, à côté de la gendarmerie, un jeune motard vient de trouver la mort ,selon les informations reçues,

il s'est coincé entre un taxi et un camion citerne.
La famille est en route pour identifier le corps.
Pour le moment, la gendarmerie, la protection civile et les riverains s'occupent
Sources Guinnes direct



Sekou Konate



La relation entre Ousmane Sonko et Bassirou Diomaye Faye se dégrade de jour en jour. Aujourd'hui, dans le meeting organisé par les proches de Bassirou Diomaye, dont lui-même était présent, Ousmane Sonko a été sévèrement attaqué par les proches de Bassirou Diomaye, mais Bassirou Diomaye Faye lui-même a glissé des mots durs envers son Premier ministre. De ce même moment, le Premier ministre Ousmane Sonko était allé visiter dans son champ loin de la capitale.
Aujourd'hui, les partisans d'Ousmane Sonko demandent sa démission à la tête du gouvernement, car selon eux, c'est un manque de respect envers le Premier ministre, mais sauf que ce n'est pas aussi facile que ça. Ousmane Sonko doit vraiment réfléchir avant de prendre quelconque décision, car la situation n'est pas à sa faveur, sachant qu'il est populaire au sein de la jeunesse, Mais cela ne suffit pas, le pouvoir est dans la main de Bassirou Diomaye Faye qui n'a pas trop d'expérience et facile à manipuler, donc les anciens pouvoirs peuvent manipuler Bassirou Diomaye Faye contre Ousmane Sonko et dans ce cas, Ousmane Sonko pourrait être isolé sinon en prison. Ousmane Sonko se trouve aujourd'hui dans une situation très délicate, pour ne pas dire pire. Ousmane Sonko ne devrait pas accepter d'être le Premier ministre de Bassirou Diomaye Faye, c'était une erreur Ousmane Sonko a été trahi par son ami Bassirou Diomaye Faye. Aujourd'hui, Ousmane Sonko n'a pas le choix, quoi qu'il arrive, il va démissionner. Il ne peut pas rester dans le gouvernement comme ça.



Primature du Mali

SIGNATURE DU LIVRE DE CONDOLÉANCES À L'AMBASSADE D'IRAN
Le Premier ministre, Chef du Gouvernement le Général de Division Abdoulaye MAIGA, a présenté, ce jeudi 05 mars 2026, au nom du Président de la Transition, Chef de l'Etat, les condoléances attristées du gouvernement malien au peuple iranien au lendemain de la mort du Guide suprême iranien l'Ayatollah Ali Khamenei. C'est à travers la signature du livre de condoléances ouvert à l'Ambassade de la République Islamique d'Iran au Mali. Selon, le Premier ministre, le Guide iranien est « mort en martyr en défendant jusqu'à son dernier souffle l'intérêt supérieur de l'Etat et du peuple iranien ». Son héritage d'Homme d'État et sa vision d'un monde plus juste, multipolaire et respectueux des intérêts et des identités, a écrit le Chef du Gouvernement, resteront à jamais gravés dans la mémoire de ceux qui luttent pour l'indépendance et la souveraineté de leur peuple. C'était en présence de l'Ambassadeur de la République Islamique d'Iran au Mali et du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye DIOP.
CCRP-PRIMATURE



Unité nationale : Le HCIM mobilise les leaders religieux autour d'un pacte de stabilité



Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et une adversité croissante, le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) a récemment lancé un appel vibrant à l'unité nationale lors d'un événement historique ce mardi 3 mars 2026. Sous la direction éclairée de Chérif Ousmane Madane Haïdara, le HCIM a réuni les leaders religieux pour exhorter la communauté musulmane à une "union sacrée" afin de surmonter les obstacles qui secouent le pays.

Lors d'un point de presse solennel organisé au siège de l'organisation, les représentants religieux ont présenté une déclaration profonde, élevant ainsi cet appel à l'unité au niveau d'un véritable pacte de stabilité pour la nation malienne. Le Dr Mamadou Diamoutani, Secrétaire Général du HCIM, a souligné avec force que l'unité de la communauté musulmane est la clé de sa puissance, à condition qu'elle soit fondée sur la vérité. Face aux multiples défis, notamment la crise sécuritaire, le Haut Conseil insiste sur la nécessité d'une vision commune pour un avenir plus serein.

Au-delà de l'appel à l'union, le HCIM a pris des engagements concrets pour préserver l'intégrité du culte au Mali. Parmi ces engagements figurent la protection des lieux saints et la gestion rigoureuse des prêches, visant à moraliser le discours religieux et à en faire un instrument de construction nationale plutôt que de division.

La forte mobilisation de ce mardi, avec la participation de nombreuses associations et organisations musulmanes à cet événement historique, témoigne de l'importance et de l'urgence du message délivré par le HCIM. En invitant les médias à relayer ce "Pacte d'Union", le Chérif Ousmane Madane Haïdara appelle chaque Malien à assumer ses responsabilités et à contribuer à la stabilité du pays par l'unité de ses citoyens.

En ces temps d'incertitude, l'initiative du HCIM se veut une boussole pour la communauté, offrant un cap clair vers un avenir plus paisible et harmonieux. L'appel à l'union nationale lancé par le Haut Conseil Islamique du Mali résonne comme un appel à l'action collective et à la solidarité, face aux défis qui se dressent sur le chemin de la nation malienne.

Fatou Sissoko

Assimi Goïta reçoit le gouverneur de la BCEAO : Une croissance de plus de 6 % malgré les défis



Le Général d'Armée Assimi GOÏTA a rencontré, le vendredi 6 mars 2026, une délégation de la BCEAO (Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest). Lors de cette réunion, présidée par Jean Claude Kassi BROU, Gouverneur de la BCEAO, la délégation a présenté un rapport sur l'évolution de l'économie régionale.

M. Jean Claude Kassi BROU a souligné les performances économiques du Mali, saluant la croissance soutenue de plus de six pour cent malgré un contexte difficile. Il a également mis en avant la maîtrise du taux d'inflation, maintenu autour de 2%.

Au cours de la rencontre, la délégation de la BCEAO a informé le Chef de l'Etat de l'avancement du projet de construction de l'agence auxiliaire de la BCEAO à Mopti, après celle de la région de Kayes. Cette initiative vise à renforcer la présence de la BCEAO sur le territoire malien et à soutenir le développement économique de la région.

Cette rencontre entre le Général d'Armée Assimi GOÏTA et la délégation de la BCEAO témoigne de l'importance de la coopération entre le Mali et les institutions financières régionales pour promouvoir la stabilité économique et favoriser la croissance durable.

Moussa Diarra

Abonnez vous à votre journal numérique
Malikilé
pour recevoir les dernières informations
Whatsapp : 70 44 22 23 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Réforme du système éducatif : Le Mali ouvre un nouveau chantier national



Le Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi GOÏTA, a annoncé lors de son discours du Nouvel An que la période 2026-2027 sera officiellement dédiée à l'Éducation et à la Culture. Cette décision s'inscrit dans la vision stratégique du Président et vise à transformer le système éducatif malien.

Pour concrétiser cette initiative, le Ministre de l'Éducation nationale, le Dr Amadou SY SAVANE, s'est engagé à mettre en place des réformes structurelles profondes. Un comité préparatoire de haut niveau, dirigé par le Pr. Jean Bosco Konaré, a été créé pour coordonner les efforts multisectoriels dans le but d'assurer le succès de cette entreprise nationale.

Lors des premières consultations, les acteurs clés du secteur de l'éducation ont souligné plusieurs points critiques. Il est apparu crucial d'améliorer la qualité de l'enseignement en mettant l'accent sur la formation continue des enseignants. De plus, il est urgent de fournir aux salles de classe les équipements pédagogiques modernes nécessaires. Enfin, une gouvernance scolaire transparente et rigoureuse est nécessaire, notamment en instaurant des critères de recrutement clairs.

Le Ministre SY SAVANE a annoncé un programme accéléré de construction d'infrastructures scolaires pour combler le déficit actuel. De son côté, le Secrétaire Général du ministère a assuré que les programmes éducatifs seront bientôt révisés pour les adapter aux réalités socioculturelles et aux enjeux contemporains du Mali.

L'objectif affiché est de faire de 2026 une année marquée par des résultats concrets, plaçant ainsi l'éducation comme le moteur de la Refondation du Mali. Cette démarche ambitieuse démontre l'engagement du gouvernement malien en faveur de l'éducation et de la culture, piliers essentiels du développement durable du pays.

En somme, l'annonce de l'année 2026-2027 comme l'Année de l'Éducation et de la Culture marque un tournant majeur pour le Mali et témoigne de sa volonté de faire de l'éducation une priorité nationale pour assurer un avenir meilleur aux générations futures.

Fatou Sissoko

Solidarité diplomatique entre la Russie et l'Iran : Igor Gromyko signe le livre de condoléances à Téhéran



Ce vendredi 6 mars 2026, S.E.M. Igor Gromyko, Ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali, a effectué une visite de courtoisie à la résidence de son homologue iranien, S.E.M. Mahmoud Khani Jooyabad. Cette rencontre revêtait une importance particulière suite à l'assassinat d'Ali Khamenei lors de frappes aériennes menées par les États-Unis et Israël.

Dans un geste de solidarité diplomatique sans équivoque, le diplomate russe a tenu à exprimer ses condoléances en signant le livre ouvert à la mission diplomatique iranienne. Cette démarche symbolique souligne le soutien de la Russie envers l'Iran dans cette période de deuil et de tensions internationales.

Cette visite marque ainsi la solidité des relations entre Moscou et Téhéran, mettant en lumière la coordination étroite entre les deux pays sur les dossiers internationaux de premier plan. La présence d'Igor Gromyko à Téhéran témoigne de l'importance accordée par la Russie aux liens diplomatiques avec l'Iran et de sa volonté de renforcer la coopération bilatérale dans un contexte géopolitique complexe.

Au-delà des différences géographiques et culturelles, la rencontre entre les ambassadeurs russe et iranien souligne l'importance du dialogue et de la solidarité entre les nations face aux défis mondiaux. Cette démarche diplomatique rappelle que la coopération internationale demeure essentielle pour préserver la paix et la stabilité dans un monde en proie à de multiples tensions.

En signant le livre de condoléances à Téhéran, Igor Gromyko a non seulement rendu hommage à la mémoire d'Ali Khamenei, mais a également renforcé les liens d'amitié et de respect entre la Russie et l'Iran. Cette action diplomatique exemplaire illustre la nécessité d'une solidarité internationale forte pour faire face aux défis du XXIe siècle et construire un avenir basé sur la compréhension mutuelle et le respect des souverainetés nationales.

Mohamed N'Diaye

CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

CANAM

REPUBLIQUE DU MALI

certifiée ISO9001 v.2015

RAMU

Régime d'Assurance Maladie Universelle





La SANTE accessible à CHAQUE Malien

COMMUNIQUÉ

DE LA BANQUE MALIENNE DE SOLIDARITÉ-SA

Objet : Renforcement de la Continuité dActivité - Tests de Robustesse de l'exercice 2025

Dans le cadre de son engagement continu pour assurer la sécurité de ses opérations et marquer notre résilience et conformément aux exigences réglementaires notamment les dispositions de la circulaire numéro 04-2017/CB/C relative à la gestion des risques, la Banque Malienne de Solidarité, société anonyme avec conseil d'administration, au capital social de 68 055 020 000 Fcfa, a mené sur son site de repli délocalisé avec succès ses tests annuels de robustesse sur son Plan de Continuité dActivité (PCA) pour l'année 2025. Ces exercices, cruciaux pour la stabilité financière, visent à garantir la fiabilité des services essentiels et la protection des actifs de nos clients face à toute perturbation majeure.

Objectifs des tests :

Validation des scénarios : Maintien des fonctions vitales (Paiements (virements, transferts, MAD, activités monétiques, ouvertures de comptes, mise en place de crédit, etc.) et Évaluation de la performance face à des risques opérationnels critiques (incidents cyber, pannes d'infrastructures majeures, etc.).
Ces tests confirment notre capacité à protéger les intérêts de nos clients et visent à renforcer la stabilité financière de la Banque.

1 Description des Tests :

Nos tests incluent des analyses d'impact approfondies et simulent divers scénarios de crise (cyberattaques, pannes majeures, catastrophes naturelles).
Nous vérifions l'efficacité de nos procédures de reprise, la performance de nos infrastructures de secours (sites alternatifs, sauvegardes) et la réactivité de nos équipes.

3 Résultats et Améliorations :

Les tests ont confirmé la réactivité des équipes et la performance de nos infrastructures de secours. Les résultats des tests, documentés et analysés, permettent d'identifier des axes d'optimisation.
Des ajustements seront apportés au PCA pour renforcer nos dispositifs, assurant ainsi une adaptation constante à un environnement des risques en évolution continue.

2 Fonctions Critiques :

L'objectif est de maintenir un niveau de service minimal acceptable pour nos fonctions vitales (paiements, gestion des comptes, crédits) dans les délais définis.

4 Communication et Surveillance :

Tests menés sous l'égide de la Direction des Risques de la BMS-sa, les conclusions seront partagées avec la Direction Générale, le Conseil d'Administration et nos auditeurs internes.

Aussi, nous maintiendrons un dialogue permanent avec les autorités de supervision (BCEAO/ Commission Bancaire) sur l'évolution de notre dispositif.

5 Conclusion :

Ces exercices réguliers témoignent de notre engagement indéfectible et notre résilience à assurer la sécurité et la pérennité de nos opérations, renforçant la confiance de nos clients et de nos partenaires.

La Banque Malienne de Solidarité SA.

Remise d'équipements aux centres de formation professionnelle : Pour la bagatelle de 2 milliards de francs CFA



La cérémonie de remise de matières d'œuvre aux Centres de Formation professionnelle a été présidée par le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck. La cérémonie a enregistré la présence de plusieurs personnalités.

D'une valeur totale de 2 milliards de francs CFA, ces équipements, entièrement financés sur le budget national, traduisent l'engagement soutenu de l'État en faveur du renforcement des capacités opérationnelles des Centres de Formation professionnelle de Sénou, Missabougou, Kéniéba, Keleya, Fana, Dioïla, Tominian, Saye, Yorosso, Yangasso, Sikasso, Bougouni, Yanfolila et Badougou Djoliba. Ils couvrent plusieurs filières, notamment, la Construction métallique, l'Électricité-Bâtiment, la Maçonnerie, la Peinture-Bâtiment, le Froid-Climatisation, la Menuiserie-Bois, le Carrelage, la Mécanique-Auto, la Mécanique-Moto, l'Électricité-Photovoltaïque, l'Électronique, la Coupe-Couture et la Teinture.

Le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck, a exprimé sa profonde gratitude au Président de la Transition, le Général d'Armée Assimi Goïta, dont la vision et la détermination guident notre nation vers un avenir souverain, prospère et équitable. Elle a également salué l'engagement du général de division Abdoulaye Maïga, Premier ministre, dont le leadership et la rigueur contribuent à consolider un cadre institutionnel propice à la bonne gouvernance et à l'efficacité des



politiques publiques, notamment dans les domaines de la formation professionnelle, de l'emploi et de l'entrepreneuriat. « Sous la haute conduite de Son Excellence le Général d'Armée Assimi Goïta, Président de la Transition, le Mali s'engage résolument sur la voie du développement durable, en plaçant l'emploi, l'autonomisation économique et la valorisation du capital humain au cœur de ses priorités. Par cette démarche, nous affirmons notre volonté politique de bâtir un Mali où les politiques publiques sont pleinement au service du peuple, où la cohérence entre planification et action garantit des résultats tangibles, et où la transparence dans la gestion des ressources publiques constitue une règle d'or », a-t-il précisé.

Dans le même temps, le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Oumou Sall Seck a rappelé l'objectif de son département, qui est de faire de la formation professionnelle un levier stratégique pour doter les jeunes et les femmes de compétences techniques et comportementales favorisant leur insertion durable sur le marché du travail. Elle dira également que les matières d'œuvre constituent le lien essentiel entre la théorie et la pratique. Elles permettent aux apprenants de développer des savoir-faire conformes aux exigences du monde professionnel.

S'adressant aux bénéficiaires, le ministre Oumou Sall Seck, les a invités à faire une gestion rigoureuse, transparente et responsable de ces ressources.Connue pour son franc-parler, elle dira que ces équipements ne sauraient être détournés de leur finalité première et qu'elle compte sur le sens élevé de l'engagement des directeurs pour veiller scrupuleusement à leur utilisation exclusive au service de la formation et de l'épanouissement professionnel des apprenants. Dans la même veine, elle a instruit les directeurs de faire preuve de vigilance et d'un engagement constant afin que ces matières d'œuvre contribuent pleinement à la formation d'une main-d'œuvre qualifiée, compétente et apte à relever les défis économiques de notre pays. Satisfaits d'avoir reçu ces ressources, les bénéficiaires ont rassuré le ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle quant à une utilisation judicieuse des équipements avant de remercier le Président de la Transition pour ce geste hautement symbolique en cette période de conjoncture économique.

Ibrahim Sanogo

23ème CA du laboratoire national des eaux : Des résultats probants enregistrés en 2025 !



Le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Pr Tiemoko Traoré, a présidé le jeudi 5 mars 2026, les travaux de la 23ème session ordinaire du Conseil d'Administration du Laboratoire National des Eaux au siège de la structure à Sotuba. C'était en présence des membres du cabinet, du directeur général adjoint du laboratoire des eaux et des administrateurs.

Au cours de cette session, les administrateurs ont passé au peigne fin les différents documents de gestion du laboratoire national des eaux, dont les rapports des comptes, d'activités et l'exécution du budget et des recommandations de la session précédente ainsi que, entre autres, les projets de rapports de performance.

Pour l'exercice 2026, le projet de budget du laboratoire national des eaux est équilibré en recettes et en dépenses à la somme de Neuf cent soixante-dix-neuf millions deux cent quatre-vingt-quinze mille huit cent soixante-neuf (979 295 869) FCFA. Ce qui dénote de la volonté des responsables de la structure à poursuivre les actions structurelles afin de procéder à des

analyses de qualité pour la préservation de la santé des Maliens.

À l'entame de la session, le ministre de l'Énergie et de l'Eau, Pr Tiemoko Traoré, a salué les travailleurs du laboratoire national des eaux pour les initiatives qu'ils ne cessent de prendre pour la préservation de la santé de la population à travers des analyses rigoureuses. Dans cette dynamique, il a mis le curseur sur les analyses réalisées courant l'année 2025 qui se résument comme suit : 3 783 échantillons d'eau de forage, 156 échantillons d'eau de puits, 2 658 échantillons d'eau de surface, 37 échantillons d'eau de rejet et 85 échantillons d'eau de piscine. 8 495 ont été réalisés sur une prévision de 12 000 soit un taux d'exécution de plus de 70%.

Pour l'atteinte des objectifs assignés par les plus hautes autorités du pays, le ministre Pr Traoré a saisi cette tribune pour décliner les perspectives du laboratoire national des eaux en trois axes prioritaires à savoir augmenter de 20% la couverture de suivi et du contrôle de la qualité des ressources en eau, faire de l'accréditation du laboratoire une priorité absolue, renforcer la connaissance scientifique des ressources en eau. Par rapport à l'accréditation, il se présente plus qu'une formalité administrative, elle constitue un label de crédibilité international, un levier de confiance pour les partenaires techniques et financiers et un facteur d'attractivité institutionnel, un référentiel d'un laboratoire qui répond aux normes internationales.

En outre, le ministre de l'Énergie et de l'eau, Pr. Tiemoko Traoré fera savoir que les travaux de ce 23ème conseil d'administration du laboratoire national des eaux se tiennent dans un contexte particulier, car en plus de la raréfaction des ressources financières, la croissance démographique forte, les activités anthropiques intenses dans le lit de nos cours d'eau ajoutées au changement climatique, constituent des défis majeurs qui interpellent sur l'avenir de nos ressources. « Face à ces défis, je vous exhorte à maintenir le cap sur l'excellence. Nos décisions doivent, avant tout, garantir la pérennité de notre établissement et la qualité du service rendu à nos usagers et partenaires », a-t-il asséné, avant d'inviter les administrateurs à un examen rigoureux, responsable et réaliste des documents soumis à leur expertise. C'est sur cette note d'espoir que le ministre Pr. Traoré a déclaré ouverts les travaux de la 23ème session du conseil d'administration du laboratoire national des eaux.

Ibrahim Sanogo



OCLEI

OFFICE CENTRAL DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE



Institution nationale de lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite

2019 à 2022 en chiffres

23 dossiers transmis à la justice

Pour un montant de

23, 918 MILLIARDS FCFA

- 123 grandes activités de sensibilisation organisées
- 9 838 personnes directement touchées
- 1 967 déclarations de biens traitées
- 8 protocoles d'accord de coopération internationale signés
- 4 études faites sur la corruption et l'enrichissement illicite au Mali

Dénoncez gratuitement les faits de corruption et d'enrichissement illicite

NUMÉRO VERT : 80 00 22 22

BAMAKO, Hamdallaye ACI 2000, Rue 390, Place CAN

(+223) 20 29 12 29 / Boîte Postale : E3977

contact@oclei.ml www.oclei.ml

Diplomatie : Le Mali s'ouvre-t-il de nouveau au monde ?

Le vendredi 6 mars 2026, le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a accordé une audience d'adieu à Maleye Diop, Représentant Résident du Programme des Nations Unies pour le Développement au Mali, arrivé au terme de son mandat. Cette rencontre, empreinte de reconnaissance et de cordialité, a été l'occasion pour les autorités maliennes de saluer la contribution d'un partenaire important dans l'accompagnement des politiques publiques du pays. Mais au-delà de cette cérémonie protocolaire, elle soulève également une interrogation plus large : le Mali est-il en train de réaffirmer son ouverture diplomatique sur la scène internationale ?

Au cours de l'entretien, le chef de la diplomatie malienne a tenu à rendre un hommage appuyé au diplomate onusien pour la qualité de son engagement durant son séjour à Bamako. Abdoulaye Diop a notamment salué le professionnalisme de Maleye Diop et la pertinence de l'appui technique et stratégique apporté par le Programme des Nations Unies pour le Développement dans plusieurs domaines clés.

Selon le ministre, le partenariat entre le Mali et le PNUD a permis d'accompagner plusieurs priorités nationales, notamment en matière de développement durable, de renforcement de la gouvernance socio-économique et d'amélioration des conditions de vie des populations. Il a rappelé que l'expertise de l'agence





onusienne demeure un levier essentiel pour soutenir les réformes structurelles engagées par l'État malien et renforcer les capacités des institutions publiques.

Cette coopération s'inscrit dans une dynamique plus large de transformation et de refondation de l'action publique. Dans un contexte marqué par des défis sécuritaires et économiques persistants, les autorités maliennes cherchent en effet à mobiliser des partenaires techniques et financiers capables d'accompagner les efforts de stabilisation et de développement.

Pour sa part, Maleye Diop a exprimé sa profonde gratitude envers les autorités maliennes pour l'accueil et le soutien dont il a bénéficié tout au long de sa mission. Le diplomate onusien a particulièrement salué l'engagement du Mali dans le respect de ses obligations internationales.

Il a notamment mis en avant le paiement régulier de la contribution du Mali au budget du Programme des Nations Unies pour le Développement, qu'il considère comme un signal fort de la volonté politique du pays de maintenir une coopération constructive avec les institutions internationales. Selon lui, cet engagement traduit également une vision stratégique orientée vers l'émergence et le développement durable.

Avant de quitter ses fonctions, le représentant sortant du PNUD s'est montré confiant quant aux perspectives du Mali. Il estime que le pays dispose de ressources humaines, institutionnelles et économiques importantes pour relever les défis auxquels il est confronté, à condition de poursuivre les efforts de réformes et de consolidation de la gouvernance.

Cette audience d'adieu intervient dans un contexte diplomatique particulièrement actif pour Bamako. Ces derniers jours, plusieurs rencontres et échanges ont eu lieu entre les autorités maliennes et différents partenaires internationaux, témoignant d'une intensification des contacts diplomatiques.

Dans ce contexte, certains observateurs se demandent si le Mali n'est pas en train d'amorcer une nouvelle phase d'ouverture sur la scène internationale. Après une période marquée par des tensions avec certains partenaires et un repositionnement stratégique, ces multiples initiatives diplomatiques pourraient être interprétées comme la volonté des autorités de diversifier leurs partenariats et de renforcer leur présence dans les forums internationaux.

Si cette dynamique se confirme, elle pourrait contribuer à redéfinir la place du Mali dans les relations internationales. Reste toutefois à savoir si ces signaux diplomatiques se traduiront par un véritable renforcement des coopérations et par une relance durable des partenariats au service du développement du pays.

Yacouba Ongoiba

CCIM : La reconduction de Mandiou Simpara, un pari risqué pour le commerce et l'industrie maliens



Le Parc des expositions de Bamako a accueilli, hier, la phase finale des élections consulaires de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM). Cette étape a été marquée par l'élection des membres de l'Assemblée consulaire suivie de leur installation officielle. À l'issue du processus, Mandiou Simpara, président sortant de l'institution, a été reconduit pour un second mandat de cinq ans à la tête de l'organisation patronale.

L'élection de la nouvelle Assemblée consulaire intervient après la désignation des 88 membres consulaires issus de Bamako et des différentes délégations régionales. Dans une atmosphère solennelle, plusieurs personnalités du secteur privé ont assisté à cet événement considéré comme un moment important pour la représentation des opérateurs économiques maliens.

Seul candidat officiellement déclaré à la présidence, Mandiou Simpara a été élu à la tête du bureau de l'Assemblée consulaire composée de dix membres. Sur 214 votants, il a recueilli 210 voix, avec deux bulletins nuls. Le scrutin a été supervisé par Zédion Dembélé, directeur général de la Direction générale du Commerce, de la Consommation et de la Concurrence (DGCCC).

L'un des faits marquants de cette nouvelle configuration est l'entrée de Arouna Kanté au poste de 9e vice-président. Pourtant, ce dernier avait initialement annoncé sa candidature pour briguer la présidence de la CCIM face à Mandiou Simpara. Finalement, il a accepté un compromis et s'est rallié au consensus autour du président sortant.

Pour certains observateurs du secteur privé, cette situation illustre les tensions et les difficultés qui entourent la gouvernance de l'institution consulaire. Le fait qu'un candidat déclaré à la présidence renonce à sa candidature pour accepter un poste de 9e vice-président est perçu par certains comme la preuve que des équilibres internes et des arrangements politiques ont pesé sur le processus électoral.

Les présentes élections ont été marquées par la logique du consensus et la présentation d'une liste unique conduite par Mandiou Simpara. À Bamako, les inscriptions sur les listes électorales des trois sections – commerce, industrie et services – se sont faites sur la base de compromis visant à préserver l'unité du secteur privé. Cette approche tranche avec les élections consulaires des années précédentes, souvent marquées par des contestations et des recours judiciaires.

Cependant, derrière cette apparente unanimité, plusieurs acteurs économiques expriment des réserves sur la reconduction du président sortant. Pour eux, le bilan du précédent mandat de Mandiou Simpara ne reflète pas de progrès significatifs pour le commerce et l'industrie maliens.

Dans un contexte économique difficile marqué par la hausse des coûts de transport, les difficultés d'accès au financement et les contraintes énergétiques, de nombreux opérateurs espéraient un renouvellement du leadership à la tête de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali afin d'insuffler une nouvelle dynamique au secteur privé.

Par ailleurs, l'élection du 1er mars dernier au niveau de la délégation régionale de Bamako a également consacré Oumar Diallo à la présidence, après le retrait des autres candidats au nom du consensus, sur l'implication personnelle de Mandiou Simpara.

La cérémonie officielle d'installation du nouveau bureau consulaire a été présidée par Moussa Alassane Diallo, ministre de l'Industrie et du Commerce. Selon le calendrier établi par le ministère, la mise en place des bureaux des délégations régionales se poursuit, même si certaines régions comme Ségou, Kidal, Nioro et Taoudéni attendent encore l'organisation de leurs scrutins.

Dans ce contexte, la reconduction de Mandiou Simpara soulève une question importante : ce nouveau mandat permettra-t-il réellement de relancer le dynamisme du commerce et de l'industrie maliens, ou risque-t-il de prolonger les insuffisances observées lors du précédent quinquennat ? Pour de nombreux acteurs économiques, les cinq prochaines années seront décisives pour l'avenir du secteur privé au Mali.

La redaction



Nekapro

Scannez ici pour accéder au site web

SERVICE DE CORRECTION

L'écriture parfaite commence ici !



Si avoir un bon texte bien structuré est important, l'utilisation d'un site web de service de correction peut vous apporter des avantages supplémentaires en termes de qualité, de praticité et d'efficacité dans la gestion de vos contenus écrits.

- Rédaction
- Amélioration de style
- Correction
- Traduction

CONTACT

+223 74-44-27-44

@nekapro

www.nekapro.com

Kalaban Coura Rue 202 Porte 149

Premier essai gratuit

Année de la culture 2026 : Le ministre Mamou Daffé mobilise le monde culturel



Le ministre de l'Artisanat, de la Culture et de l'Industrie Hôtelière, Mamou Daffé, a récemment organisé un iftar mémorable au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), réunissant l'ensemble du monde de la culture malienne. Cet événement a été l'occasion parfaite pour rassembler les acteurs culturels du pays autour d'un repas traditionnel de rupture de jeûne, dans une ambiance empreinte de fraternité et d'unité.

Durant cette cérémonie, le ministre Daffé a rappelé que l'année 2026 est désignée comme l'année de la culture au Mali, en reconnaissance des succès et réalisations de l'année précédente. Il a souligné l'importance des activités culturelles réalisées en 2025, qui ont contribué à renforcer la place de la culture dans la société malienne et à mettre en lumière le potentiel créatif du pays.

Le ministre a également mis en avant l'engagement du président de la République en faveur de la culture, soulignant l'impact positif des initiatives culturelles de l'année précédente. Cette décision témoigne de la confiance renouvelée de l'État envers le monde de la culture et de sa volonté de soutenir la créativité malienne.

Au-delà de la simple célébration, cet iftar a permis de souligner l'importance de la



culture en tant que levier de développement, de cohésion sociale et de paix au Mali. Il a renforcé la solidarité au sein du secteur culturel et a mis en lumière la nécessité de préserver et valoriser les richesses culturelles du pays.

Les acteurs culturels présents ont exprimé leur gratitude envers le ministre et le gouvernement, réaffirmant leur engagement à promouvoir la culture malienne à l'échelle mondiale. Avec l'année de la culture en cours, l'attention se porte désormais sur les grands projets à venir, notamment les initiatives visant à soutenir la création artistique, renforcer les infrastructures culturelles et promouvoir la culture malienne à l'échelle régionale et internationale.

Cet iftar de grande envergure a symbolisé l'importance de la culture dans la société malienne, tout en soulignant l'engagement du gouvernement en faveur de la créativité et du rayonnement culturel du pays.L'iftar mentionné dans votre requête, au-delà de sa signification religieuse, a représenté un moment crucial pour les acteurs culturels maliens. Ce fut une opportunité opportune pour réfléchir et planifier les activités culturelles à venir, définissant ainsi les grandes orientations de l'action culturelle pour l'année à venir.

Ce rassemblement est révélateur de la vitalité du secteur culturel au Mali et témoigne de l'engagement du gouvernement à faire de la culture un pilier du développement national. L'année 2026 s'annonce donc pleine de promesses pour le monde de la culture malienne, avec un fort engagement en faveur de la promotion de l'art et de la créativité dans toutes leurs formes.

Fatou Sissoko

Coopération sino-africaine : L'heure de la modernisation stratégique à l'aube du 15e plan quinquennal



Dans le cadre des Deux Sessions chinoises, Mamadou Ciré Baldé, journaliste de Vision Guinée, s'est exprimé sur l'élaboration du 15e plan quinquennal qui trace des perspectives de développement économique et social de la Chine pour les cinq ans à venir. Il a précisé que c'était aussi une liste d'opportunités pour le monde entier.

Selon Mamadou Ciré Baldé, journaliste de Vision Guinée, Beijing affirme que sa planification stratégique ne se conçoit plus en vase clos. Elle s'inscrit dans une dynamique d'interdépendance assumée, où la trajectoire chinoise croise celle de ses partenaires, au premier rang desquels figure l'Afrique. Le 15e plan quinquennal résonne avec les ambitions formulées par l'Union africaine à travers l'Agenda 2063, feuille de route continentale pour une transformation structurelle durable. L'année 2026, marquant à la fois le 70e anniversaire des relations diplomatiques sino-africaines et l'entrée en vigueur du 15e plan quinquennal, offre un moment charnière. Elle invite à dépasser la simple continuité pour engager une modernisation qualitative du partenariat.

À l'entendre, sur le plan économique, la coopération sino-africaine est appelée à franchir un nouveau cap. Si les infrastructures ont constitué l'ossature des échanges au cours des dernières décennies, l'enjeu réside désormais dans la création de valeur locale, la transformation industrielle et l'intégration plus poussée aux chaînes de valeur mondiales. « La coopération sino-africaine gagnerait à privilégier des investissements productifs, porteurs d'emplois qualifiés, favorisant ainsi le transfert de technologies et l'émergence d'un tissu industriel africain compétitif. Une telle évolution permettra d'articuler plus étroitement les capacités financières et technologiques chinoises aux aspirations africaines en matière de diversification économique », a-t-il souligné.

Selon son constat, la révolution numérique ouvre, elle aussi, un champ de coopération stratégique. L'intelligence artificielle, les infrastructures numériques ou encore la cybersécurité redessinent les contours de la compétitivité mondiale. Dans cette perspective, la Chine peut, aux dires de M. Baldé, accompagner l'Afrique dans l'édification d'écosystèmes numériques robustes, à condition que cette coopération s'inscrive dans une logique de coconstruction.

La revitalisation rurale est, pour lui, un autre axe structurant, d'autant plus que l'expérience chinoise en matière de réduction de la pauvreté et de modernisation agricole offre des enseignements précieux. « Pour de nombreux pays africains, confrontés à la pression démographique, à la vulnérabilité climatique et à la faiblesse des rendements, la coopération agricole peut devenir un pilier de souveraineté. Grâce à une mécanisation adaptée, une irrigation intelligente ainsi qu'une agro-industrie locale contribueront à transformer en profondeur les économies rurales et à consolider la sécurité alimentaire », a indiqué Mamadou Ciré Baldé.

Au-delà des secteurs productifs, a-t-il dit, la profondeur du partenariat se mesurera à l'intensité des échanges humains. Les programmes universitaires, les coopérations culturelles, la formation professionnelle et les initiatives médiatiques jouent un rôle essentiel dans la consolidation d'une compréhension mutuelle.

Selon Bladé, la coopération sino-africaine est appelée à se réinventer autour de l'innovation, de la durabilité et de la montée en compétences. Si elle parvient à conjuguer ambition économique, transformation technologique et rapprochement des peuples, elle pourra incarner davantage un modèle de partenariat stratégique adapté aux réalités d'un monde en recomposition.

Source: cgtn.com

La transcription de l'émission/interview à la radio Sputnik Afrique : « Les sanctions européennes ont permis de restructurer l'économie russe »



Le 23 février 2026, le ministère français des Affaires étrangères, les sanctions adoptées contre la Russie font plus de mal à la Russie qu'à l'Europe, puisque les exportations russes d'hydrocarbures auraient été divisées par deux depuis 2022. Ces sanctions sont censées diminuées les capacités de la Russie sur le front ukrainien, tout en protégeant les secteurs essentiels et les Européens. De plus, les sanctions européennes auraient des effets importants, qui s'accumulent, sans oublier le gel des actifs russes. Le ministère cherche également à rassurer la population française, en affirmant que ces sanctions ne visent que certains responsables et oligarques russes et n'ont pas d'impact sur la population russe, puisque les produits essentiels (alimentaire, santé et agriculture) ne sont pas visés. Stratégiquement, l'UE devrait rester neutre, tout en affirmant son soutien à l'Ukraine et en notant que les sanctions sont un acte politique non-belligérant. Dans la logique européenne, les sanctions ne sont qu'un levier diplomatique devant forcer la Russie à la négociation.

Karine Bechet : Le ministère français des Affaires étrangères affirme que les sanctions adoptées contre la Russie sont efficaces. Pourtant, l'économie russe n'est pas tombée, comme cela était attendue, l'industrie se développe et pas uniquement dans le domaine militaire, sans même parler de l'agriculture et de l'élevage qui se développe. Oleg Nesterenko, quel fut l'impact, finalement bénéfique, des sanctions européennes sur l'économie russe ?

Oleg Nesterenko : Bonjour, en parlant des sanctions, il est important de rappeler que toute sanction qui cible un État en dehors de celles qui sont émises par une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU constitue une violation du droit international. Nous ne parlons pas ici des règles fantaisistes que personne n'a jamais vues et dont la classe politique occidentale parle depuis des années, en discontinu, en prétendant que la Russie les viole, mais des lois établies.

Et si l'Occident souhaite parler des vraies règles, celles qui sont écrites, signées et ratifiées par les États membres, il devrait en premier lieu se pencher sur celles de l'Organisation Mondiale du Commerce, établie en 1995, dont l'introduction des moindres sanctions commerciales entre les membres de l'OMC représente une grave violation du règlement de l'Organisation. Ainsi, dans les domaines où des règles écrites existent, et non pas celles qui résident exclusivement dans l'imagination des « élites » occidentales, ce n'est certainement pas Moscou qui les transgresse.

Quant à la déclaration du ministère des Affaires étrangères français sur l'efficacité des sanctions, elle fut certainement émise dans l'espoir que les masses embrigadées oublieraient les propos d'un autre ministère – celui de l'Économie, en la personne de son

ministre, Monsieur Bruno Le Maire, qui a prononcé un discours magistral déjà en mars 2022, dans lequel il disait que « Nos sanctions économiques et financières sont d'une efficacité redoutable. Nous allons provoquer l'effondrement de l'économie russe ! ».

Cette déclaration prédisait l'effondrement de l'économie russe dans les mois qui suivirent. Quatre années de déclarations similaires ont suivi, plus de 31 500 sanctions introduites à ce jour contre la Russie - l'économie russe est toujours parfaitement debout. Certes, les sanctions émises contre un État ne peuvent que nuire au fonctionnement normal de son économie – cela va de soi. Cela étant, malgré une importante nuisance, l'économie russe a démontré une capacité d'adaptation absolument inattendue par les auteurs des sanctions. Le principal impact des sanctions sur l'économie russe et ses acteurs réside dans la prise de conscience que, d'une part, il ne faut jamais faire confiance au monde occidental et, d'autre part, qu'il faut développer l'autosuffisance.

Il s'est avéré factuel que c'est devenu dangereux de travailler avec les entreprises occidentales au risque de connaître de graves problèmes à cause des chantage économiques et commerciaux qui peuvent être orchestrés à tout moment par le pouvoir transatlantique, qui détruit par la même occasion la réputation des acteurs économiques occidentaux qui, par le passé, ont été considérés comme fiables.

La Russie tire les conclusions et prend ses dispositions. Depuis 2022, elle a donc enclenché le processus de substitution du matériel occidental, dorénavant considéré en tant qu'actif « toxique ». Cela touche pratiquement l'ensemble des domaines d'activité, commençant par l'agroalimentaire, passant par les assurances maritimes et terminant par l'aéronautique.

Sur le plan macroéconomique, la situation de la Russie ne peut qu'être enviée par ses adversaires. La dette publique de la Russie en 2025 est d'environ 17 % du PIB contre 117 % en France. À savoir qu'en 2020, elle était d'environ 18 %. C'est-à-dire que durant les années de guerre et les gigantesques dépenses associées – elle a même diminué. Aujourd'hui, la Russie est dans le Top-3 du G20 au niveau de la plus faible dette publique par habitant, qui est seulement d'environ 2 000 USD/habitant, contre environ 50 000 USD/hab. en France et plus de 100 000 USD aux États-Unis.

Le taux de chômage en Russie est d'environ 2 % - toujours le plus faible parmi les pays du G20.

Concernant l'économie russe d'aujourd'hui, il faut retenir 2 principales choses :
1) En parlant des difficultés dans divers secteurs d'activités, elles sont dues surtout aux éléments de la politique économique interne et non pas aux sanctions occidentales. Notamment, à la politique assez controversée de la banque centrale russe – mais c'est un thème d'une autre discussion.
2) Du point de vue stratégique, les problèmes économiques de la Russie sont conjoncturels et ceux des pays de l'Occident collectif sont structurels. À la sortie du conflit en Ukraine, la Russie récupérera très rapidement les éléments perdus, sans parler de tous ceux qu'elle a acquis et développés entre temps, tandis que les pays de l'UE ne récupéreront que très peu de positions importantes perdues dans les dernières années.

La guerre économique contre la Russie, ça a été un luxe que l'Europe ne pouvait pas se permettre.

Karine Bechet : Le ministère français affirme par ailleurs que ces sanctions protègent les secteurs essentiels européens. Pour autant, nous observons l'intensification d'une crise économique et énergétique profonde en France. Oleg Nesterenko, comment a évolué le coût de l'électricité et du gaz en France depuis 2014, avec le début de l'adoption de sanctions massives contre la Russie ? Y a-t-il eu une dégradation notable depuis 2022 et l'inflation des sanctions ? Cela a-t-il un impact aussi sur les entreprises, en plus des particuliers ?

Oleg Nesterenko : Là, je ne dispose pas de chiffres précis sur l'évolution des prix des énergies sur les 12 dernières années. Cela étant, il est clair que le problème énergétique ne fait que s'accentuer. Avant 2022, ce problème n'était nullement dû aux soucis d'approvisionnement depuis la Russie. Bien au contraire. La Russie a toujours été, et c'est toujours le cas, l'un des partenaires les plus fiables au monde dans le domaine des énergies.

Ce n'est que la politique suicidaire vis-à-vis de l'industrie énergivore européenne – la politique dite verte, qui était à la mode en Europe avant 2022 et qui a mis l'Europe au début de l'impasse, dont Ursula von der Leyen est l'une des principales coupables. La rupture des relations économiques avec la Russie et donc de l'accès à l'énergie à un tarif permettant à l'industrie européenne de rester compétitive, n'a fait qu'accentuer l'enfoncement dans cette impasse.

L'Europe, qui depuis le début-milieu du 19ème siècle était le synonyme de l'Industrie, bientôt elle ne le sera plus. En France, il y a qu'une trentaine de grandes entreprises industrielles qui représentent environ les 2/3 de la consommation de l'énergie industrielle. Étant déjà très cernées par la concurrence internationale, les moindres variations du coût des énergies vers le haut nuisent gravement à leur compétitivité face à la concurrence, principalement américaine et chinoise, bénéficiant de l'accès aux énergies à des coûts largement inférieurs. Et les grandes flambées des prix des énergies les mettent, tout simplement, en danger de disparition. Ou, plus exactement, de délocalisation. Souvent, seuls les crédits et perfusions financières offerts par l'État leur permettent de s'en sortir.

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, l'industrie manufacturière est en baisse, la fabrication des biens d'équipement est en baisse, l'ensemble de la production industrielle est en baisse. La production du matériel de transport s'est littéralement effondrée. La production des engrais d'ammoniac – c'est terminé pour la France et pour l'Europe, car dépendent à plus de 80% du prix du gaz. La production du verre – c'est en train d'être terminé pour la France et pour l'Europe, car l'énergie représente 1/3 du coût de revient.

Bref : ceux qui souhaitent du mal à l'Europe n'ont rien à faire – juste s'asseoir et observer : sa classe politique actuelle fait tout le travail.

Karine Bechet : Dans les affirmations du ministère français des Affaires étrangères, les sanctions énergétiques sont mises sur le même plan que le gel des actifs russes. Oleg Nesterenko, pourtant, ces sanctions sont de nature et logique différentes. Pourquoi le ministère, à votre avis, tient-il cette position ?

Oleg Nesterenko : Leur logique est simple. Je suppose qu'ils doivent raisonner que si le vol de 300 milliards n'a pas fait effondrer la Russie mais a fait mal, il suffit de la priver encore de quelques centaines de milliards et là, elle va certainement s'effondrer.

Il y a une mauvaise nouvelle pour ces génies des stratagèmes économiques. Contrairement aux narratifs développés par leur propre propagande, l'économie de la Russie, ce n'est nullement que l'exportation du pétrole et du gaz. Loin de là.

L'ensemble du secteur pétro-gazier, et non pas seulement les exportations, représente seulement 15 à 25 % du PIB du pays, selon l'année sur les 10 dernières années.

En 2025, la part des recettes de l'État russe issue des exportations du pétrole et du gaz dans le budget national n'a été que de 23 % et non pas des 2/3, comme l'imaginent certains.

Cette part a été divisée par 2 dans les dernières années. Et alors ? Aujourd'hui, 4 ans après le début de la guerre, l'armée russe dispose de plus de chars, plus d'avions, plus de sous-marins, plus de pièces d'artillerie, plus de missiles et plus de munitions qu'avant même le début du conflit armé.

C'est-à-dire que, bien que la dépendance de l'économie du pays de ces exportations d'énergies reste accrue, elle n'est nullement au point de faire reculer Moscou sur les questions qui sont considérées comme existentielles pour la Russie.

Karine Bechet : Les instances européennes semblent d'ailleurs avoir de plus en plus de difficultés à faire passer les nouveaux paquets de sanctions. Le 20 a été bloqué par la Hongrie. Oleg Nesterenko, les pays d'Europe de l'Est sont naturellement et historiquement liés à la Russie en ce qui concerne les infrastructures énergétiques. Doit-on comprendre, que malgré les affirmations du ministère français, ces pays sont principalement impactés par les sanctions adoptées contre la Russie ?

Actuellement, c'est l'économie allemande qui est la plus impactée, car elle n'a plus de gaz russe.

La Hongrie, de même que la Slovaquie, bloquent le nouveau paquet de sanctions parce que l'Ukraine a stoppé les livraisons de pétrole russe via le pipeline Droujba, dont ces deux pays sont les principaux bénéficiaires. En effet, après l'Ukraine, ce dernier passe par leur territoire.

Avant 2022, ce pipeline à lui seul a livré 60-70 millions de tonnes de pétrole par an, dont une grande partie était en transit, et les 2 pays ont touché là des commissions importantes.

Depuis 2022, c'est dans les 5 millions de tonnes par an. Aujourd'hui, la Hongrie dépend du pétrole russe à près de 85 % et la Slovaquie à 100 %. Autrement dit, l'arrêt de ces livraisons équivaut à l'effondrement de leurs économies respectives. Et ils ne le permettront certainement pas, ni à Bruxelles, ni encore moins à Kiev.

Karine Bechet : Le ministère des Affaires étrangères français affirme, comme dans un sursaut d'humanisme, que ces sanctions anti-russes n'impactent pas la population. On pourrait presque croire qu'elles sont « humanitaires » ...

Oleg Nesterenko, la Russie n'est pas seul pays sous sanctions. On peut penser à Cuba, au Venezuela ou à l'Iran. Les sanctions sont dans ces pays adoptées pour faire pression sur la population et conduire à un soulèvement populaire. Le but serait différent face à la Russie ou est-ce de l'hypocrisie ?

Oleg Nesterenko : Comme vous l'avez mentionné, les autorités françaises affirment que les sanctions visent surtout les responsables et les oligarchies russes et n'ont pas d'impact sur la population, puisque, par exemple, les produits essentiels, dont l'alimentaire et l'agriculture, ne sont pas visés. C'est un mensonge. Je peux vous donner un exemple parmi tant d'autres :

Dès le début de la longue série des paquets de sanctions, l'Occident collectif a fait interdire l'exportation vers la Russie des machines agricoles et pièces détachées.

Il faut comprendre que n'importe quel pays au monde a toujours une tendance naturelle, non pas d'investir dans la nouvelle production, mais d'importer les biens et services quand ils existent déjà ailleurs et sont proposés avec un bon rapport qualité/prix. La logique est simple : pourquoi créer de nouveaux segments sur le sol national et investir massivement dans leur développement à partir de zéro, alors que cela existe déjà ailleurs, que la concurrence internationale est forte, et qu'on peut investir plutôt dans le développement supplémentaire des domaines où nous sommes déjà présents, afin d'y renforcer davantage nos positions ?

Et c'est une logique normale, à la condition que nous vivions dans un monde parfait dans lequel tous ses acteurs respectent leurs engagements signés et tiennent au modèle de relations saines. Sauf que nous ne vivons pas dans un monde parfait, mais dans celui des rapports de forces, des dominants et des dominés.

Pendant les trois dernières décennies, la Russie a été un grand acheteur de machines et d'équipements agricoles de fabrication occidentale. Ainsi, une réelle dépendance vis-à-vis des pièces détachées nécessaires au bon fonctionnement des appareils occidentaux achetés a été instaurée.

L'année 2022 arrive et l'Occident collectif bloque la vente vers la Russie non seulement de nouvelles machines agricoles, mais également des pièces de rechange nécessaires à la réparation des appareils déjà vendus. Ainsi, l'objectif direct du blocage est la mise hors service maximale des machines et du matériel agricole vendus à la Russie et, ainsi, la diminution maximale des récoltes russes avec l'espoir de conséquences alimentaires néfastes. Aucune autre raison de cette initiative n'existe ; les propos des autorités françaises affirmant que les secteurs de l'alimentaire et de l'agriculture russes ne sont pas visés sont un mensonge.

Vous avez mentionné Cuba, le Venezuela et l'Iran, dont les sanctions contre ces pays



sont prises pour faire pression sur la population et conduire à un soulèvement populaire. Bien évidemment, le but face à la Russie est identique.

Concernant les sanctions en général, peu importe contre quel pays non occidental elles sont introduites par le camp occidental, il faut comprendre : les sanctions ont lieu justement pour faire pression sur la population et pour rien d'autre.

La méthodologie appliquée est toujours identique, à quelques petits éléments près. En simplifiant un peu :

Étape n° 1 – Introduction des mesures coercitives contre un État, afin de déstabiliser son économie en créant ainsi le mécontentement des masses – mécontentement économique qui s'extrapole automatiquement sur le politique – et, parallèlement, la création et le financement des pôles agressifs de la soi-disant opposition qui promet le bonheur si elle arrive au pouvoir. Je souligne : c'est toujours la création du mécontentement économique et aucun autre qui est visé.

Étape n° 2 – L'orchestration d'un soulèvement populaire mineur. Plus sanglant il est, mieux c'est. Si le sang ne coule pas assez, les personnes désignées et payées pour le faire, font le nécessaire pour que le sang coule davantage.

Étape n° 3 – L'effusion de sang, qui est toujours et obligatoirement incriminée au pouvoir visé, est mise sous les projecteurs des véritables organisateurs de l'événement.

Étape n° 4 – Si les trois étapes précédentes réussissent, le soulèvement populaire mineur se transforme en soulèvement populaire majeur : les masses, qui ne voient que ce qu'on veut leur montrer, rejoignent naturellement l'événement. C'est le chaos contrôlé.

Karine Bechet : D'une manière inattendue, le ministère français affirme la neutralité de l'Europe dans le conflit atlantiste sur le front ukrainien. Si les sanctions ne sont pas en soi un acte de belligérance, l'UE finance directement le conflit en Ukraine et entend utiliser les actifs russes à cet effet. Oleg Nesterenko, il semble quand même difficile d'affirmer que l'Europe soit neutre dans ce conflit, vous ne trouvez pas ? Pourquoi les pays européens ont-ils tant besoin de ce mythe ?

Oleg Nesterenko : L'affirmer, c'est facile. C'est établir un rapport fiable entre les affirmations et la réalité, c'est ça qui est difficile. Cela étant, ce mythe est vital vis-à-vis de l'électorat européen.

Car s'il s'avère que les pays européens sont belligérants dans le conflit en Ukraine et, surtout, si la Russie prend la décision de les reconnaître officiellement en tant que tels – ce qui n'est toujours pas le cas aujourd'hui – cela ouvre le droit légal et immédiat à la Russie de frapper militairement le territoire de l'UE.

Or, la vie sur le vieux continent prendra fin. Il est donc vital pour les gouvernements européens de parler sans cesse de leur neutralité et de marcher sur le bord de ce précipice sans jamais faire le pas qui pourrait être considéré par Moscou comme un pas de trop.

Entretien réalisé par Oleg Nesterenko

Football marocain : Mohamed Ouahbi prend les rênes des Lions de l'Atlas



Une nouvelle ère débute pour l'équipe de football marocaine suite à l'officialisation du départ de Walid Regragui et à la nomination de son successeur, Mohamed Ouahbi. Cet événement marquant s'est déroulé le jeudi 5 mars 2026 au Complexe Mohammed VI, en présence du président de la Fédération Royale Marocaine de Football (FRMF), Fouzi Lekjaa.

Walid Regragui, nommé à la tête de l'équipe nationale juste avant la Coupe du Monde 2022 au Qatar, restera à jamais associé au "miracle" marocain. Sous sa direction, les Lions de l'Atlas ont écrit une page d'histoire en devenant la première nation africaine et arabe à atteindre les demi-finales d'une Coupe du Monde, réalisant ainsi un exploit mémorable.

Après une aventure intense et fructueuse, tant pour l'équipe que pour l'entraîneur, il a été décidé de mettre fin à leur collaboration de manière concertée. Walid Regragui a transmis le flambeau à Mohamed Ouahbi avec optimisme, lui souhaitant bonne chance pour l'avenir et exprimant sa confiance en de belles perspectives.

Mohamed Ouahbi, choisi par la fédération pour prendre la relève, est un fin connaisseur des sélections de jeunes et du vivier national. Il hérite d'une équipe performante, mais consciente des défis qui l'attendent, notamment en termes de préparation pour les prochaines compétitions continentales et mondiales.

Le nouveau sélectionneur a affiché sa détermination à poursuivre le travail entamé et à faire progresser l'équipe avec patriotisme. Ce passage de relais entre Regragui et Ouahbi ouvre la voie à un nouveau cycle pour l'équipe marocaine, avec l'ambition constante de maintenir le pays parmi l'élite du football mondial.

Fatou Sissoko

HOROSCOPE

Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez du mal à rester serein face à l'émotivité de certaines personnes de votre entourage, gardez vos distances. Vous conservez une forme générale positive. Faites en sorte de vous ménager émotionnellement.

Vous êtes plus combatif dans la poursuite de vos objectifs. Votre fermeté est payante et vous vous montrez plus compréhensif, plus réceptif aux autres. Une bonne nouvelle vient à vous sous la forme d'un projet.

Taureau (20 avril- 19 mai)

Il est rassurant de sentir que l'on maîtrise la situation... Mais à trop chercher cette maîtrise, vous écartez du même coup l'insolite qui vous apporterait davantage de satisfactions. Ne forcez rien surtout.

Malgré une intense activité, vous trouvez réponse à tout et vous déployez votre énergie sans compter. Profitez de cette journée très instructive pour poser les bonnes questions ou trouver les bonnes réponses, il y a quelque chose à apprendre !

Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'agitation qui vous entoure ne doit pas vous perturber. Restez concentré sur vos objectifs. Votre forme générale est un peu en baisse, il vous serait profitable de vous défaire de mauvaises habitudes.

La régularité de votre travail quotidien vous suffit, vous achevez ce qui est en cours. Mais une certaine rivalité qui est dans l'air stimule votre créativité, vous êtes en mesure de montrer concrètement vos capacités !

Cancer (21 juin - 21 juillet)

Ne vous forcez surtout pas à jouer un rôle quelconque. Votre authenticité est votre meilleur atout aujourd'hui. Votre gourmandise risque de se répercuter sur votre état général. Ne tirez pas sur la corde.

Aujourd'hui, rien ne peut entamer votre joie de vivre et votre envie d'abattre des montagnes. En effet, vous avez toutes les ressources nécessaires pour aller de l'avant et mener à bien vos diverses tâches. Alors, foncez en toute confiance !

Lion (22 juillet - 23 août)

Vous aurez confiance en vous, et même un peu trop, et cela risque de vous entraîner dans des conflits. Vos besoins de mouvements s'accroissent, vous ne tenez pas en place, canalisez votre énergie dans le sport, ce qui régulera aussi votre appétit.

Le climat est suspicieux et vous détestez qu'on mette en doute vos capacités. Ne vous rebellez pas outre mesure, ne n'est pas la peine de commencer une guerre de tranchée pour quelques mots malheureux !

Vierge (23 août 23 septmbre)

Vous vous montrez plus sociable et ouvert aux idées extérieures, vous voyez la vie avec plus d'optimisme. Ne vous imposez pas pour autant. Des pauses en musique ou dans vos passions personnelles vous ressourceraient sur le plan moral comme physique. Humeur festive et vie relationnelle riche en couleur ! Votre moral est au top, vous débordez d'énergie et vous pouvez vous préparer à passer des soirées mémorables avec vos proches. En couple, vous allez redécouvrir la magie des tête-à-tête. Un joli programme en perspective !

Balance (23 septmbre - 22 octobre)

Vous êtes plus calme et posé face aux obstacles. Vous prenez goût à la lutte... Et à la victoire ! Vous dispensez vos énergies avec plus de bon sens, il serait bon de vous consacrer à un sport d'endurance pour stabiliser votre équilibre.

Dès que l'on vous blesse, vous montez au créneau. Ce sera le cas pour vous avec une personne très proche qui vous fait des remarques. Vous pourriez être virulent et très en colère. Vous avez du mal à vous modérer.

Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un courant de chance vous fait progresser vers vos objectifs, ne tâtonnez pas inutilement dans des détails mineurs. Excellente forme en vue, surveillez ce que vous mangez et vous gagnerez en énergie.

La confiance en vous revient et vous laisser tomber votre sens critique pour aller de l'avant et vous ouvrir avec plus de facilité aux autres. Vous osez enfin sortir de votre carapace et agir de manière collective.

Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Les dialogues tournent facilement au vinaigre, aujourd'hui. Ne vous laissez pas emporter par vos émotions, prenez du recul. Vous aurez l'impression que tout traîne, vous puisez dans vos ressources, levez le pied.

Un détail oublié risque de prendre des proportions inconfortables. C'est un climat de secret dévoilé, de pensées devinées, de lucidité et d'intuition décuplée. Restez donc très attentif aux traces que vous laissez derrière vous.

Capricorne (21 décembre -20 janvier)

Les discussions de la veille vous ont éclairci. Votre route est maintenant plus lumineuse. Mais la dispersion de vos énergies peut vous faire croire à un manque d'efficacité, vous avez simplement besoin de vous évader de votre quotidien. Aujourd'hui, vous êtes de très bonne humeur et vous avez beaucoup d'intuition. Le moment est venu de vous faire confiance, d'écouter votre ressenti et d'agir en fonction. Ainsi, vous progresserez de manière efficace et vous serez fier de vous.

Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous retrouver sera indispensable, prenez du temps pour vous recentrer sur vous-même. Certaines mauvaises habitudes entravent la bonne circulation de vos énergies vitales, faites le point sur votre hygiène de vie.

Que ce soit sur le plan privé, familial ou sentimental, les influx du jour vous permettent de comprendre les vrais enjeux, ce qui vous est nécessaire ou ne l'est pas. C'est avec clairvoyance et optimisme que vous entamez des dialogues à cœur ouvert et prenez les bonnes décisions.

Poisson (19 février - 21 mars)

La vie est belle aujourd'hui, vous êtes d'excellente humeur. Rien ne pourra vous faire changer d'opinion. Vous vous dépensez sans compter, mais votre niveau d'énergie vous le permet. Prenez le temps de faire de l'exercice.

Votre vie relationnelle est placée sous les feux de la rampe. Vous allez obtenir tout ce que vous désirez en alliant diplomatie et charme. Votre bonne humeur est communicative et votre intuition va vous indiquer les meilleurs choix à effectuer.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous **renseignements**, **abonnements**, **reportages**, **publicités**, **annonces** ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23

Journal Malikilé | +223 70 44 22 23 | ampikile@gmail.com | www.malikile.com